



Pour Amnesty International, les autorités camerounaises doivent libérer les prisonniers politiques et respecter le droit de réunion pacifique.

L'organisation non gouvernementale hausse le ton. Amnesty International a invité les autorités du Cameroun à remettre en liberté, immédiatement et sans conditions, toutes les personnes arrêtées pour avoir exprimé leur point de vue politique ou pour avoir exercé leur droit à la liberté de réunion pacifique.

« Au Cameroun, la répression contre des personnes simplement pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression et de réunion a visé des partisans du principal parti d'opposition, des défenseurs des droits humains, des manifestants de la région anglophone, ainsi que des membres d'un mouvement social », a noté l'ONG dans une déclaration rendue publique ce jour.

Avant de poursuivre : *« Les autorités camerounaises doivent cesser de détenir des personnes simplement pour avoir exprimé leurs opinions. Il est temps de respecter, protéger et promouvoir les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique au Cameroun...la détention de personnes simplement pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression et de réunion, ainsi que la détention résultant de procès sans garanties procédurales indépendantes, est arbitraire et illégale »*.

Rappelons qu'un récent verdict du tribunal militaire, a prononcé des peines allant d'un à sept ans à l'encontre de 54 partisans de Maurice Kamto.

Enfermés depuis le 22 septembre 2020, Olivier Bibou Nissack, le porte-parole de Maurice Kamto et le trésorier du parti, Alain Fogue, ont écopé de 7 ans d'emprisonnement ferme.